

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 28 (1991)  
**Heft:** 1062

**Artikel:** Médias : en mouvement, partout  
**Autor:** Pochon, Charles-F.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1021140>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Les travaux d'Arnold

**Nouvel épisode dans les suites laborieuses de l'affaire des fiches: la réorganisation du Ministère public fédéral.**

(jd) Le Conseil fédéral avait décidé en avril déjà d'enlever au procureur de la Confédération la responsabilité de la police et de limiter sa fonction à l'accusation publique dans les causes qui relèvent du droit pénal fédéral. Une séparation demandée par la Commission d'enquête parlementaire dans son rapport final de 1989 et proposée également par l'entreprise Team Consult, appelée à l'aide par Arnold Koller pour réorganiser le Ministère public. Se trouve ainsi réalisée une proposition avancée dès 1957, à la suite de l'affaire Dubois — du nom du procureur de l'époque, un peu trop coopératif avec les services secrets français et qui s'est suicidé lorsque ses agissements ont été découverts —, reprise en 1960 par le libéral vaudois Louis Guisan puis en 1973 par le socialiste thurgovien Rolf Weber, mais vigoureusement combattue par le Conseil fédéral et la majorité du Parlement.

Aujourd'hui le Conseil fédéral fait un pas de plus puisqu'il envisage de confier les tâches fédérales de police à deux offices distincts: l'un chargé de prévenir et d'enquêter sur les délits de trafic d'armes et d'explosifs, de terrorisme, d'espionnage et d'extrémisme violent; l'autre responsable de la coordination des enquêtes dans des affaires qui relèvent de la compétence des cantons — notamment la lutte contre le trafic de stupéfiants — et de l'entraide judiciaire internationale. Deux remarques à ce propos. La première en forme de supplique: épargnez-nous, M. Koller, la dénomination d'office «pour la protection de la démocratie», alors qu'il s'agit tout simplement, pour ce qui est de la répression des délits fédéraux, d'une tâche de sécurité publique. La seconde en forme de question. Était-il nécessaire de mandater une entreprise de conseil en organisation pour conclure que sa proposition de réunir en un seul office toutes les tâches de police de la Confédération n'était politiquement pas opportune? Cette considération n'aurait-elle pas dû être faite d'emblée par le Conseil fédéral et imposée comme condition de travail aux experts privés? Malgré ces propositions, Arnold Koller ne parvient pas à convaincre de sa capacité à maîtriser les affaires de son département. Nous avons souligné à

plusieurs reprises la gestion désastreuse de la consultation des fiches de police par les ayants droit — tergiversation, mauvaise volonté, conception maladroite du secret. Ce sont maintenant les commissions de gestion qui critiquent vertement la manière dont a été conduite la réorganisation de la police fédérale: aucune conception nouvelle de la sécurité de l'Etat, une approche purement administrative sur la base d'une notion dépassée du rôle de la police. Les commissions de gestion notent par ailleurs que la police fédérale a toujours

accès à l'ancien fichier, en violation des dispositions de l'ordonnance fédérale. La situation n'est guère meilleure pour ce qui est de la lutte anti-drogue: les commissaires sont mécontents du fait que la banque de données fédérale, un outil indispensable pour coordonner et rendre plus efficace le travail des polices cantonales, n'est toujours pas en place. En quelques années, Arnold Koller s'est acquis la solide réputation de glisser les dossiers les plus brûlants sous la pile. «Kolossal aufpassen!» telle est, semble-t-il, la devise du chef du département de Justice et police. Cette angoisse devant les décisions à prendre et les conflits qu'elles pourraient susciter paralyse l'action du département. Décidément, le professeur appenzellois était plus convaincant dans sa chaire de la Haute-Ecole de Saint-Gall. ■

## MÉDIAS

# En mouvement, partout

*Nous poursuivons le survol commencé la semaine dernière avec quelques réflexions entendues lors de la journée des médias organisée à Berne, des perspectives tessinoises et un état des lieux de la radio locale lausannoise Acidule.*

## Scénarios alémaniques

(cjp) Les milieux de la presse alémanique s'interrogent aussi sur l'avenir. Ils observent et parfois communiquent les résultats. Ils sont plutôt pessimistes. Pendant six heures d'un samedi de novembre, 200 personnes ont participé à Berne à une première journée des médias organisée par le quotidien de gauche et écologiste *Berner Tagwacht* et diverses associations de journalistes. Retenons quelques éléments de ce qui s'est dit au sujet de la presse écrite en signalant que la question des médias électroniques a aussi été abordée.

Le moment fort, à notre avis, a été le débat qui a mis face à face les rédacteurs en chef des trois quotidiens bernois, le puissant *BZ* (123 640 ex.), le traditionnel *Bund* (61 825 ex.) et la *Berner Tagwacht* (11 000 ex.), en présence d'un rédacteur indépendant «trouble-fête» et sous la direction d'une meneuse de jeu de la Radio suisse alémanique.

La question principale était: n'y aura-t-il bientôt plus qu'un quotidien à Berne? La réponse était que ce serait horrible,

mais aucune garantie n'a été donnée que ce ne serait pas le cas. Dans un des exposés introduisant la journée, l'observateur des médias Jürg Frischknecht suggérerait que le modèle lucernois, d'abord collaboration «tandem» sur le plan publicitaire, puis fusion des deux quotidiens liés, pourrait se réaliser grâce à la collaboration actuellement publicitaire de plusieurs quotidiens sous la désignation «swiss combi» avec, en définitive, un seul journal suisse — ajoutons alémanique — et des éditions locales. Mais le problème publicitaire n'est plus ce qu'il était, répondit le rédacteur en chef du *BZ* au rédacteur de la *Tagwacht* qui attribuait la répartition de la manne publicitaire aux agences zurichoises. «Maintenant les campagnes principales sont décidées à New York, à Londres ou à Tokyo. Seuls des critères de réussite sont retenus. L'opinion des journaux a peu d'importance s'ils sont importants et dominants dans leur région économique de parution.» Envisageant l'éventualité d'un quotidien unique, il se demande s'il y aura encore une place pour un grand journal à Berne. A voir l'évolution de la presse aux Etats-Unis, Beat Hurni (*BZ*) a mis en garde contre le risque de réduire la qualité rédactionnelle en raison de la

# Le prix de la réussite

*Entre une indépendance et des moyens limités d'une part, une plus grande aide et un agrandissement de l'aire de diffusion de l'autre, le cœur d'Acidule balance...*

(jg) Quoi de neuf à Acidule, la radio locale de la région lausannoise, seule station de Suisse, faut-il le rappeler, à avoir été fondée il y a sept ans par la gauche politique et syndicale. Le budget, plus de 100 000 francs par année, est en équilibre et Acidule, en employant uniquement des bénévoles, a su conquérir sa place sur la scène lausannoise. Mais le fonctionnement quotidien est une véritable gageure; gérer une affaire aussi importante, avec plus d'une centaine de collaborateurs sans aucun salaire, relève de l'exploit permanent. Et la radio, faute de moyens pour commander des sondages avance dans le brouillard. Il y a un nombre respectable d'auditeurs, c'est sûr: les gens téléphonent, on en parle dans la rue, mais

baisse des ressources. Il n'y a outre-Atlantique plus que le 17% de la population qui lise encore un quotidien.

Ajoutons que Peter Ziegler (*Bund*) s'est dit persuadé que son journal existera encore dans cinq ans et il a déploré que «*Bâle se soit appauvri*» lors de la création de la *Basler Zeitung* par la fusion de deux quotidiens de tendances différentes.

Quelques remarques amusantes. Richard Muller (*Tagwacht*) a dit que face à des éléphants et des rhinocéros, son journal est une gerboise; Heinz Däpp, journaliste indépendant critique, a comparé le *Bund* au musée du Ballenberg, la *Tagwacht* au panda, en voie de disparition, et le *BZ* à la chaîne de restaurant Mac Donald.

Il est possible qu'une deuxième journée des médias soit organisée l'an prochain à Berne. Ce serait nécessaire pour suivre l'évolution en cercle ouvert. L'exemple autrichien n'est pas si éloigné. Après la disparition de la socialiste AZ il ne reste plus que dix-sept quotidiens avec une rédaction complète. En 1953, la presse indépendante et la presse proche d'un parti se partageaient le marché. Actuellement, 95% du marché sont le fait de la presse indépendante. Déjà le modèle romand de fusion est commenté par la *Sonntags Zeitung* dont le rédacteur économique se demande s'il serait valable pour la Suisse alémanique et évoque certaines ententes possibles. ■

combien, quand et comment, personne ne le sait.

La ville de Lausanne a confié à Acidule le soin de constituer des archives sonores. On peut d'ailleurs se demander si le soutien des pouvoirs publics ne devrait pas devenir plus important. Au fil des ans, la radio lausannoise est devenue un véritable service public. Elle est la seule en Europe à diffuser en direct les débats d'un législatif communal. La qualité et l'impartialité de ses débats sont reconnues par tout l'éventail politique lausannois.

Le chef-lieu vaudois dépense plusieurs centaines de milliers de francs par année pour éditer un journal communal. Un soutien à Acidule, radio indépendante qui a le mérite d'exister et d'avoir fait la preuve de son utilité, ne serait-il pas un aussi bon investissement? Une motion récemment déposée devant le Conseil communal demande un meilleur appui à Acidule.

Mais cela signifie aussi qu'Acidule se retrouve à la croisée des chemins. Un important soutien financier impliquerait, si ce n'est une «municipalisation», du moins un certain cahier des charges à respecter. Le capital d'Acidule doit-il rester entre les mains de la «gauche» ou doit-il s'ouvrir plus largement? Mais dans ces conditions, qu'en serait-il de l'indépendance des rédacteurs et comment la maintenir? Autant de questions auxquelles le comité de la radio

sera sans doute confronté assez tôt.

Mais il y a d'autres problèmes. Acidule ne cherche pas à être une radio de compagnie que l'on écoute tout au long du jour. Les émissions sont très spécialisées, très ciblées. Les relations avec les autres radios locales n'en sont pas facilitées. C'est ainsi qu'elles ont, en toute confraternité, exclu Acidule du pool publicitaire constitué en Suisse romande. Raison invoquée: Acidule ne couvre pas suffisamment son marché et n'est pas en mesure d'apporter assez de publicité aux autres émetteurs. Il est vrai que la station lausannoise gêne. Elle ne cherche pas forcément l'audience maximale et privilégie la réflexion. On ne voit pas en quoi un annonceur serait rebuté, mais les consœurs, elles, sont visiblement irritées.

Et puis, il y a la nouvelle loi fédérale sur la radio et la télévision. Elle entre en vigueur en 1992 et les concessions pour les radios locales doivent être attribuées définitivement en 1993. C'est le nouvel Office fédéral de la communication, établi à Bienne, qui se chargera du choix. Les PTT, soucieux du partage des fréquences, proposent que les radios locales deviennent des stations régionales. Ils suggèrent que pour le canton de Vaud des émetteurs de forte puissance soient installés à Evian et Moudon. Et les désirs des PTT, on le sait, sont souvent des ordres!

Acidule devra-t-elle devenir une radio cantonale? L'inauguration récente d'un deuxième studio donne à la station les moyens techniques de passer à un échelon supérieur. Mais il faudra peut-être alors rechercher un financement cantonal et le problème de la professionnalisation risque de se poser de façon encore plus cruciale. ■

TESSIN

## Gratuit et politique

(cfp) *L'Eco di Locarno* signale plusieurs projets journalistiques au Tessin. *La Gazzetta ticinese* au passé prestigieux et au présent douloureux pourrait devenir un journal local de Lugano, publié le soir et porte-parole des libéraux-radicaux locaux.

Ce serait un moyen de retrouver une audience actuellement disputée par la Lega. Le patron de ce mouvement projette l'édition d'un quotidien du soir qui pourrait s'appeler *Lugano sera* et serait distribué gratuitement également dans les aires urbaines de Varese et de

Côme, d'où viennent de nombreux frontaliers. Gratuit veut dire financement par la publicité comme l'hebdomadaire dominical *Il Mattino* et, grâce au fort tirage, une certaine pression sur les annonceurs peut s'exercer.

Enfin les difficultés de la gauche ont aussi un effet sur le quotidien *Libera Stampa* alors que le PSU paraît disposé à élargir l'audience de son hebdomadaire, peut-être selon le modèle alémanique de la *WoZ*, et cela au printemps prochain. Les différentes sensibilités de gauche auront, certainement, peine à trouver un commun dénominateur.

Tous ces projets coûteront cher. Y a-t-il assez de moyens mobilisables et de lecteurs potentiels? ■